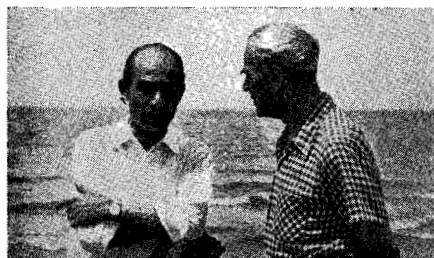




Les dernières vacances



Ses dernières vacances, Grégoire Gafencu les passa à Fregene, l'été 1956. A Fregene une plage voisine de Rome, devant une pinède de gigantesques pins maritimes, au petit village de pêcheurs que Fellini a rendu célèbre dans son film « La dolce vita », nous avons passé avec Gafencu des journées entières et de paisibles soirées au cours desquelles il évoquait le passé et nous parlait de l'avenir.

Il était beau et las, les cheveux tout blancs, avec un coeur qui n'allait guère (« cette horloge dérangée » disait-il) et l'on avait un peu l'impression qu'il parlait comme on dicte un testament, qu'il était déjà sorti de la mêlée, étranger aux passions de ce monde et qu'il ne cherchait plus désormais que cette sérénité qui permet de considérer avec détachement les choses de la terre.

Le soir du 5 juillet 1956, en présence d'un autre confrère journaliste, Gafencu fit quelques déclarations qui nous parurent invraisemblables ce qui fit que j'en pris note, en style télégraphique. A les relire aujourd'hui dix ans après sa mort, on s'aperçoit pourtant que ses vues d'historien et de politicien étaient justes.

Ce roumain grand journaliste, diplomate, écrivain et homme politique, partisan passionné de l'unité européenne qui lui semblait la seule voie de salut non seulement pour l'Europe mais pour le monde entier, Gafencu, nous dit, à propos de la libération des peuples d'au delà le rideau de fer.

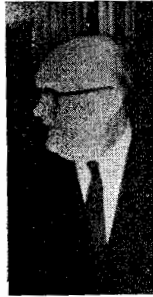
« Bien que la chose paraisse paradoxale, le salut des roumains et de la civilisation occidentale est dans nos mains, je veux dire dans les mains des peuples d'Europe Orientale et dans les mains du peuple russe.

L'Occident libre, les grandes démocraties se reposent sur les lauriers d'une victoire qui fut en réalité une défaite. Inutile de parler d'initiatives, de solutions ou d'actes de courage à cet Occident artificiel. J'ai fait appel à toutes les intelligences possibles, j'ai frappé à toutes les portes de l'Occident: je n'ai jamais eu de réponse ni même la consolation d'être cru et compris.

Je crois que l'écroulement de tout le système collectiviste asiatique, en Russie, en Chine, en Roumanie, est inévitable; je crois que l'expérience que donnent 40 années de souffrances et d'oppression fera surgir une vie nouvelle et que, rejetant les erreurs et les aberrations de l'expérience soviétique une nouvelle humanité trouvera la juste formule qui éliminera à la fois la cruauté communiste et l'égoïsme occidental ».

Ce qui arrive en ce moment à Bucarest — la rébellion des roumains devant l'avidité soviétique — donne pleinement raison à Grégoire Gafencu et confirme la clarté de ses vues. Et peut-être cette citation de ses propres paroles est-elle le plus bel hommage que nous puissions lui rendre dix ans après sa mort.

HORIA ROMAN



P. - H. SPAAK,
l'actif et dynamique
européiste belge

MOUVEMENT EUROPEEN

Président, Maurice Faure.

Vice-Présidents: Sir Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Baron Friedrich-Carl von OPPENHEIM, Enzo DALLA CHIESA, Pierre WIGNY.

Secrétaire Général: Robert VAN SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: Délégués des organisations adhérentes internationales et nationales.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

André ALERS, Paul AUER, Sir EDWARD BEDDINGTON-BEHRENS, Baron BOEL, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, Fritz ERLER, Maurice FAURE, Lord GLADWYN, Etienne HIRSCH, John HYND, F. JOCKIN, Salvador DE MADARIAGA, René MAYER, J. H. C. MOLENAAR, Franco NOBILI, Baron Friedrich Carl von OPPENHEIM, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Robert van SCHENDEL, André VOISIN, Vierre WIGNY, Terje WOLD, Alois ZIMMER.

COMITE' FINANCIER:

Président: Baron Boël.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président: Georges BOHY; **Vice-Présidents:** Dr Muhlis ETE, Maurice FAURE, John HYND, Bruno PITTER-MANN, Natale SANTERO, Franz SEIDL, Etienne de la Vallée POUSSIN, Jean ZIGHDIS.

COMMISSION DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Président: Etienne de la Vallée POUSSIN.

COMMISSION FEMININE

Présidente: Marcelle LAZARD.

ORGANISATIONS NATIONALES ADHERENTES

Conseils Nationaux: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Turquie.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ADHERENTES

| | |
|--|---|
| Association Européenne des Enseignants | A. ALERS |
| Centre d'Action Européenne Fédéraliste | HENRI BRUGMANS, Président du Comité Fédéral, et ANDRE' VOISIN, Président du Comité Exécutif |
| Conseil des Communes d'Europe | HENRY CRAVATTE |
| Ligue Européenne de Coopération Economique | BARON BOEL |
| Mouvement Libéral pour l'Europe Unie | THEO LEFEVRE |
| Gauche Européenne | |
| Nouvelles Equipes Internationales | |
| Union des Résistants pour une Europe Unie | JEAN KREHER |
| Mouvement Fédéraliste Européen | ETIENNE HIRSCH, Président du Comité Central, Président du Comité Exécutif et RAYMOND RIFFLET |

INSTITUTIONS AUTONOMES

| | |
|--|-------------------------------|
| Centre Européen de la Culture (Genève) | DENIS DE ROUGEMONT, directeur |
| Collège d'Europe (Bruges) | HENRI BRUGMANS, recteur |

SECRETARIAT INTERNATIONAL

Avenue d'Auderghem, 57b, Bruxelles 4, tél. 35.01.94.

LE VIEIL HOMME ET L'EUROPE

Tout le « voyage » était axé sur ce slogan : « L'Europe aux Européens » et il semble en effet que, du moins dans l'immédiat, il ne puisse avoir de répercussions qu'en Europe, l'Amérique ou pour mieux dire le monde anglo-saxon, puisque l'Angleterre reste dans le sillage des U.S.A., boudant encore le général que Roosevelt « ne pouvait pas supporter » (à ce que nous dit lord Moran, le médecin de Churchill) et qui prétend, sans dollars ni forte puissance atomique, imposer le point de vue français par la seule force de la raison et surtout de l'intelligence que ses adversaires eux-mêmes lui reconnaissent.

Nul ne songe plus à nier qu'en se retirant de l'OTAN la France a donné le signal qu'attendait l'Europe de l'Est. Hier la Roumanie, aujourd'hui la Yougoslavie — et qui demain? — secouent le joug du Parti qui subordonne les intérêts de la Nation à celui d'un bloc d'autant plus étouffant et redoutable qu'il est plus puissant. Mais en « compromettant » l'unité Atlantique, de Gaulle n'ignorait pas qu'il ne risquait pas grand chose : les liens qui unissent les nations occidentales sont de ceux qu'un Pacte peut sanctionner, mais non pas détruire. Il en est tout autrement de l'Europe de l'Est que ni la formation spirituelle, ni la culture, ni les intérêts économiques ne rattachent à la Russie. Si donc l'initiative gaulliste du retrait de l'OTAN à ébranlé la compacte cohérence des deux blocs, quel est celui qui en sort le plus affaibli?

Pourtant Moscou a réservé au vieil homme un accueil enthousiaste : c'est qu'il agit au nom de valeurs qui trouvent toujours un écho dans le cœur des hommes : indépendance et courage, patience et ténacité. « L'avenir dure longtemps » a-t-il dit dans son premier discours à Moscou. Pour lui, l'avenir n'existe déjà plus. Mais il n'en a cure les yeux fixés sur le but final, situé bien au delà d'une courte vie d'homme : comme le vieux marin d'Hemingway, jusqu'au bout de ses forces il continuera la tâche qu'il s'est fixée, remorquant sa France et l'Europe écartelée vers le port de l'indépendance et de la liberté.

A. G.

Dans l'intérêt de l'Europe

En passant en avion au-dessus du territoire allemand le 20 Juin le Président de Gaulle a voulu envoyer un télégramme. Un télégramme auquel la presse internationale n'a pas prêté une attention suffisante étant donné sa signification politique. Ce télégramme était adressé au Président Luebke et disait entre autre : « Je pense à vous, Monsieur le Président et au peuple allemand qui a sa place bien marquée dans une Europe destinée à retrouver sa vocation d'équilibre et de paix ».

On pourrait dire que ces simples mots représentent l'essentiel de ce voyage qui n'as pas été fait dans l'intérêt de la Russie, mais dans l'intérêt de l'Europe.

Peu de journaux, nous n'en avons trouvé qu'un qui, reproduisant ce télégramme en donnait une interprétation péjorative, ont souligné l'importance européenne, dirons-

nous, de cette déclaration par laquelle de Gaulle entamait son voyage.

Désormais ce fameux « voyage » ne fait plus partie de l'actualité immédiate mais nous voulons en souligner quelques aspects politiques et humains qui sont destinés à avoir des prolongements peut-être insoupçonnés.

Avant tout les moscovites ont enfin pris ce bain occidental dont ils avaient envie depuis si longtemps en secret; Moscou — annonçait les envoyés spéciaux des journaux — s'était mise avec enthousiasme « à l'heure de la France ». Partout des drapeaux français; toutes les premières pages des journaux parlaient de Paris, de la culture française, de de Gaulle et publiaient des photos de la Ville Lumière et du Président français; des célébrités comme Ilya Erhenbourg on écrit des articles enthousiastes sur le passé et le présent de de Gaulle. Les ra-

dios moscovites transmettaient en permanence des chansons françaises; Marcelle Amont triomphait au Music Hall de Moscou; «Cyrano de Bergerac» jouait de l'épée sur la scène; au Musée Pouchkine, une exposition était dédiée à Rodin et à la sculpture française; à la Maison du Soldat, une exposition illustrait la fraternité des armes entre la Russie et la France; les cinémas projetaient «Les Trois Mousquetaires», «Papa, maman, la bonne et moi» et autres chefs d'œuvre du cinéma bourgeois. Décidés à offrir le maximum à leur hôte, les dirigeants soviétiques avaient eu une idée délicate: de Gaulle, à Moscou, était logé dans l'ancienne résidence du grand duc Michel, oncle du dernier tzar Nicolas II, qui se trouve étonnamment sur l'avenue Maurice Thorez.

Rétablir l'Europe dans un ensemble fécond

Le Kremlin a offert au mélancolique peuple russe quelques journées de «folies parisiennes». Mais en saluant en de Gaulle «le premier résistant à l'impérialisme américain» le Kremlin a oublié que «le retour de toutes les nations européennes à l'indépendance et entière souveraineté» se retourne en premier lieu contre l'Union Soviétique en lui arrachant son empire d'Europe orientale. A notre avis c'est là l'aspect principal de ce voyage: libérer l'Europe orientale de l'hégémonie soviétique.

On sait que l'hégémonie soviétique sur plus de cent millions d'Européens a été établie en dehors de toute intervention française et contre l'opinion exprimée des cette époque par de Gaulle. Ayant aujourd'hui la faculté de parler haut, de Gaulle a souligné que «rétablir l'Europe dans un ensemble fécond au lieu des divisions stériles qui la paralysent, serait la première condition pour faire évoluer dans le bon sens la situation internationale». Et il a ajouté: «De cette façon l'entente entre des Etats jusqu'ici antagonistes est, selon le point de vue des Français, surtout un problème européen; c'est le cas, en particulier, du règlement qui, un jour ou l'autre, devra fixer le sort de l'ensemble de l'Allemagne et assurer la sécurité de notre continent». Et il a conclu: «En attendant que l'Europe tout entière arrive à s'accorder sur les voies et les moyens qui la conduiraient vers ce but nécessaire, tout nous semble-t-il incite la France et l'URSS à le faire dès maintenant».

» La politique de l'Union soviétique, orientée vers le développement dans tous les domaines de ses relations avec la France, est une politique ferme dictée par les intérêts d'Etat supérieurs de notre pays et fondée sur la reconnaissance de l'importance des relations franco-soviétiques en tant qu'élément important de la sécurité européenne et internationale.

(de Gaulle)

Dans son voyage éclair qui n'a duré qu'une dizaine de jours, de Gaulle a visité tous les points-clés de l'empire soviétique, assistant aux lancement de missiles et satellites, traversant les villes qui se sont illustrées dans la résistance soviétique, acclamé en tous lieux par une foule sincèrement enthousiasmée par le vieux chef d'un peuple qui le premier a voulu faire don au monde de la liberté. Certes, tous les entretiens qui se sont déroulés entre de Gaulle et les dirigeants soviétiques n'ont pas été rendus publics. Nous sommes encore trop proches de ce voyage pour avoir une vision nette des perspectives qu'il peut ouvrir. Un communiqué un peu sceptique de

«Les Soviétiques désirent sincèrement que la France indépendante, forte et florissante contribue activement avec l'Union soviétique et les autres Etats européens au renforcement de la sécurité européenne, qu'elle joue son rôle éminent dans les efforts des Etats favorables à la paix.»

(M. Podgorny)

la Pravda disait après le départ du général que cette visite a été «sans doute un nouvel apport à la reprise des relations des Pays de l'Ouest avec ceux de l'Est européen». Mais il ajoutait qu'«aucune entente sur les grands problèmes internationaux n'a été conclue, problèmes qui présentent encore toutes les divergences d'autrefois».

* * *

Faut-il en conclure, comme certains l'ont fait, que ce voyage n'a pas été décisif et n'a rien apporté de nouveau? Absolument pas. Il y a eu, en premier lieu, les discussions d'ordre technique qui se sont déroulées dans une atmosphère de collaboration

pacifique et cordiale. Un jour, probablement de source française, nous en connaissons tous les détails. D'ores et déjà on sait que des accords ont été conclus pour une collaboration effective dans le domaine de la recherche et de la construction spatiale en Europe. En second lieu, il y a le problème de l'unification allemande: l'attitude de Gaulle est clairement exprimée dans le télégramme adressé à Luebke dont nous avons parlé plus haut.

« L'ensemble de la situation internationale en Europe, le développement de l'économie contemporaine, de la science et de la technique, les intérêts vitaux de tous les peuples et Etats d'Europe, exigent une paix stable vers laquelle nous aspirons sans cesse. Il va de soi que les différences entre les systèmes sociaux et économiques de l'U.R.S.S. et de la France, que la nature de leurs relations réciproques avec leurs amis et alliés, ne sauraient constituer un obstacle à une telle coopération.

(M. Podgorny)

« La Russie et la France viennent d'assez loin dans le passé; elles ont l'une et l'autre traversé assez d'épreuves, dont les plus graves furent les plus récentes, elles discernent assez nettement les périls et les espérances que comporte l'univers d'à présent pour bien mesurer l'importance de la rencontre d'aujourd'hui.

» Nous, Français, nous vous rendons visite, convaincus qu'il y a lieu de resserrer et de multiplier dans tous les domaines les rapports de nos deux pays. Nous pensons, en effet, que leur coopération plus directe et plus étendue doit aider l'Europe à prendre le chemin de l'union et le monde de celui de l'équilibre, du progrès et de la paix.

» On ne saurait en rester là. Sans doute, la coexistence pacifique actuellement pratiquée a-t-elle atténué ce que l'état de tension permanente entre l'Est et l'Ouest avait d'immédiatement dangereux. Mais la situation n'en demeure pas moins précaire, et d'ailleurs les événements qui surviennent à l'extérieur des deux camps, notamment la guerre qui sévit en Asie, ne laissent pas de le démontrer. C'est pourquoi la France, pour sa part, ne s'accommode pas de cette confrontation rigide de deux organisations. Sans qu'elle cesse, bien au contraire, d'être par excellence un pays de liberté et une nation occidentale, elle voudrait que le charme malfaisant soit rompu et que, tout au moins pour ce qui la concerne, se déclenche avec les Etats européens dits « de l'Est » la mise en oeuvre de rapports nouveaux visant à la détente, à l'entente et à la coopération.

(de Gaulle)

Enfin, il y a les Pays — autrefois dits « satellites » — qui, pour de Gaulle représentent clairement une partie essentielle, et peut-être la plus saine de l'Europe: cette Europe a été trahie à Yalta non par les Français mais par les anglo-américains, et aujourd'hui de Gaulle veut rectifier l'erreur d'une géographie politique qu'il n'a jamais acceptée. Voilà pourquoi ce voyage a été si mal interprété du côté anglo-saxon, et suivi avec tant d'enthousiasme dans les Pays au delà du Rideau de fer.

Nous citerons pour finir un journal italien d'importance européenne, le Corriere della Sera, qui ne peut être suspecté de sympathies gaullistes. Soulignant que l'on pourrait être tenté de croire que de Gaulle n'a cherché, avec ce voyage, qu'à relever le prestige de la France « si l'on ne connaissait l'habileté politique qu'il sait dissimuler sous le manteau de la grandeur », le quotidien milanais conclut « ceci est un voyage-iceberg: on en voit seulement une partie, mais ce n'est pas celle qui compte le plus ».

L'EFFORT SPATIAL EUROPEEN

Le problème des télécommunications par satellites est d'une importance primordiale pour l'Europe. Si celles-ci devenaient, comme il faut le craindre, le monopole des Etats-Unis et de l'URSS, le monde entier, soumis à leurs deux centres d'influence, n'entendrait plus que la bonne parole de Washington ou de Moscou, et la publicité commerciale américaine pénétrerait dans tous les foyers de tous les Pays. Or, de source bien informée, on prétend que si l'Amérique est toute disposée à aider l'Europe dans une exploration du soleil, elle refuse de livrer des lanceurs pour satellites de communications. Dans le cas où l'ELDO naufragerait, la situation serait la suivante: Avant cinq ans, les satellites américains pourraient acheminer quatre cents fois plus d'informations téléphoniques que le plus perfectionné des câbles sous-marins. Toutes les émissions de télévision inter-continentales devraient, en outre, emprunter ce passage obligatoire. Sans parler des énormes redevances qui seraient ainsi encaissées outre-Atlantique, un problème politique se pose. Celui de l'allégeance à un réseau américain par lequel devraient passer tous les pays pour diffuser leurs informations ou leur culture.

De plus, des satellites équipés du générateur nucléaire SNAP 8 pourront diffuser images et informations américaines dans tous les pays, sans se soumettre au contrôle « national ». La course automobile d'Indianapolis retransmise le lundi 30 mai par le satellite Early Bird avait été nécessairement relayée par la station de Pleumeur-Bodou. Dans dix ans, les émissions pourraient être captées sur des postes individuels sans être « filtrées » par les relais nationaux.

Des organisations sont nées pour développer et harmoniser l'effort spatial européen.

L'une d'elles, l'organisation européenne pour la construction de lanceurs d'Engins spatiaux (CECLEC-ELDO) créée il y a six ans, mais fonctionnant depuis un peu moins de trois ans, a été fondée par les Anglais qui n'avaient pas les moyens de conduire à terme le programme du missile « Blue Strike ». Ils eurent alors l'idée de l'insérer dans un programme multinational, non militaire dont l'ultime objectif serait la mise en orbite d'un satellite européen de communication analogue à l'« Early Bird » américain. Comme il arrive presque toujours dans de tels cas, le devis initial de 70 millions de livres sterling se montra bientôt insuffisant. On calcule actuellement que le montant total de l'entreprise pourrait dépasser les 400 millions de livres sterling.

Les états membres du CECLEC-ELDO sont au nombre de sept. La contribution financière est partagée entre six d'entre eux: Belgique 2,85%; France 23,93%; République Fédérale d'Allemagne, 22,01%; Italie 9,78%; Pays-Bas 2,64%; Royaume-Uni, 38,79%. La contribution du septième membre, l'Australie, consiste à mettre à disposition de l'Organisa-

tion les installations du champ de tir de Woomera.

* * *

Dernièrement de graves difficultés se sont élevées pour l'ELDO, l'Angleterre trouvant sa contribution trop forte et hésitant à payer. Or l'échec de l'ELDO aurait de graves conséquences.

Le point de vue politique est particulièrement important car l'échec entraînerait de graves méfiances quant aux possibilités futures de la collaboration européenne, dans un domaine peut-être peu rentable mais d'importance primordiale sur le terrain de la recherche scientifique.

Le point de vue moral est lui aussi particulièrement délicat. Les Pays associés ont en effet pris l'engagement solennel de ne pas se retirer avant que l'entreprise ne soit menée à terme. Le retrait d'un associé qui a entraîné les autres en s'engageant à prendre à sa charge les 2/5 des frais peut évidemment provoquer l'abandon de tous. Et le dommage causé aux participants se chiffrerait par dizaines de milliards, car les dépenses déjà faites ne pourraient être récupérées. De nombreuses industries européennes sont intéressées à l'entreprise: la Fiat, la Montecatini, les hollandaises Van Heem et Philips, trois compagnies électroniques belges et deux consortiums allemands. Aux Italiens a été confiée la fabri-

cation du satellite proprement dit, qui devrait être lancé par un missile à plusieurs étages: un anglais, le « Blue Streak », un allemand et un hollandais. Les Allemands se trouveraient relativement privilégiés car c'est grâce à l'ELDO qu'ils ont eu l'autorisation de participer à la fabrication de missiles qui leur est interdite par les traités. Le gouvernement de Bonn semblerait donc disposé à prendre à sa charge une partie de la part britannique qui pourrait être réduite aux 15%.

Le secrétaire de l'ELDO est un Italien, l'ambassadeur Renzo Carrobbio di Carrobbio et à la conférence ouverte à Paris au début de juin pour essayer de sauver le plus possible ont participé pour la France le ministre Alain Peyrefitte, pour l'Allemagne von Stoltenberg, pour l'Angleterre M. Mulley et pour l'Italie le sénateur Rubinacci.

Outre son programme initial, le CECLES a d'autres objectifs, notamment la construction d'un lanceur « ELDO A/S » obtenu par l'adjonction d'un quatrième étage.

Ce lanceur complété par un petit propulseur à poudre aurait d'intéressantes possibilités opérationnelles et permettrait de placer sur une position stationnaire par rapport à la terre une charge de 160 kgs.

Une autre organisation, le Conseil Européen pour la Recherche spatiale (CERS-E-SRO) a surtout comme but l'étude et la construction de fusées-sondes et de satellites portant des appareils scientifiques.

Conférence européenne pour les télécommunications

La Conférence Européenne pour les Télécommunications par Satellites (CETS) peut permettre à l'Europe de jouer un rôle important dans la mise au point d'un système mondial actuellement à l'étude. L'Accord définitif que établira ce système doit être négocié en 1969. Etant donné l'avance prise par les techniques américaines et russes, l'industrie européenne ne peut espérer y trouver, à court terme, qu'une part relativement modeste. Néanmoins, si la politique spatiale européenne permet à l'Europe de fournir les éléments essentiels d'un satellite de télécommunication pour 1969, la position des négociateurs européens sera meilleure.

Une quatrième Organisation, EUROSPACE, groupe des associations industrielles de neuf pays d'Europe ainsi que 16 correspondants américains intéressés à la technologie scientifique de l'espace. Dans un memorandum, ce groupement a demandé notamment la création en Europe d'un système de distribution par satellites, la construction de satellites expérimentaux, la construction par le CECLES de lanceurs répondant à ces

programmes et surtout une politique européenne globale, cohérente et coordonnée de l'espace.

La recherche spatiale est également au programme de plusieurs pays d'Europe. Le plus ambitieux de ces programmes nationaux est de loin celui de la France (1).

Ce tour d'horizon indique bien que l'Europe travaille dans le domaine spatial, mais il ne faut pas exagérer l'importance des résultats obtenus. Ici, l'action est limitée. Là, l'incertitude règne. Les efforts sont dispersés et le programme européen paraît pauvre et timide quand on mesure le dynamisme de l'effort spatial américain. Il souffre surtout de l'absence d'une autorité et d'une impulsion centrales.

L'opinion d'un lecteur

Indépendamment du sort réservé à Eldo et de l'avenir du programme spatial européen qu'ils nous soit permis de publier la lettre que nous avons reçue d'un lecteur à propos de l'attitude de l'Angleterre qui se souvient du continent quand son appui peut lui servir et s'en désolidarise aussitôt que son intérêt peut trouver un appui hors du continent. Notre lecteur nous dit:

"Je suis un lecteur assidu de votre revue parce que je partage entièrement votre point de vue sur la façon de faire l'Europe et, en particulier en dehors de toute entremise britannique. Il y a bien des années, à la veille de la dernière guerre, un écrivain français de talent, un journaliste qui était aussi un grand polémiste, publia dans un hebdomadaire français de politique internationale un reportage intitulé « Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage? ». L'hebdomadaire s'appelait « Je suis partout », le journaliste était Henri Béraud. Comme bien d'autres Français de sa génération, intellectuels ou politiciens de vive intelligence, Henri Béraud eut le tort de croire aveuglément à la valeur des idées et de mépriser les contingences. Les « contingences » de l'époque s'appelaient Hitler, Staline et Mussolini; les idées de l'hebdomadaire de droite « Je suis partout », d'hommes de talent tels que le poète Robert Brasillach, l'écrivain Drieu la Rochelle, le journaliste Henri Béraud, d'hommes politiques tels que Pierre Laval ne différaient guère de celles qui ont cours officiel aujourd'hui: Rome-Paris-Berlin, doivent s'unir pour faire l'Europe!

(1) Dans notre prochain numéro nous publierons un article de Robert Aron sur la Recherche spatiale en France.

LE MARCHÉ COMMUN EN BONNE VOIE

SUPPRESSION

des barrières douanières en 1968

Les accords intervenus à Bruxelles dans le courant de mai ont été qualifiés à l'unanimité de satisfaisants. En matière de politique agricole, en particulier les délais prescrits concordent avec les vues allemandes — et l'on sait que l'Allemagne et la Hollande étaient deux des Pays les plus difficiles à contenter en la matière; dans le domaine de la concurrence des solutions raisonnables ont été trouvées et la délimitation financière du Fonds commun agricole correspond à peu près aux désirs de tous.

Les résultats obtenus peuvent se résumer dans les différents points qui suivent: — les droits intérieurs du Marché Commun passeront le 1er juillet 1967 de 20 à 15%; — à partir du 1er juillet 1968 toutes les barrières douanières seront abolies au sein de la C.E.E. et l'Union douanière sera réalisée deux ans avant son entrée en vigueur telle que la prévoient les accords du Marché Commun.

— Les contributions des pays membres au Fonds commun agricole pour la période 1967-1970 ont été fixées comme suit: France 32%, République fédérale d'Allemagne 31,2%, Italie 20,3%, Pays-Bas 8,2%, Belgique 8,1% et Luxembourg 0,2%.

Les gouvernements s'engagent à délivrer à la Commission de la C.E.E. les mandats nécessaires aux négociations du « Kennedy round ». Les possibilités de coordination des crédits destinés au Bloc communiste ou à la zone allemande d'occupation soviétique sont à l'étude. Le point de vue du gouvernement fédéral selon lequel la zone soviétique ne peut faire figure de tiers-pays vis-à-vis du Fonds commun agricole, a été approuvé. A partir du 1er juillet 1967, les exportations de produits agricoles à destination de la zone ne seront plus sujettes à la péréquation.

A la satisfaction de tous

La signification du résultat obtenu est à la mesure de la conscience et de l'obstination qui ont présidé aux négociations. Les bases du nouveau financement agricole — à l'origine de la crise du Marché commun, l'été dernier — ont été acquises après vingt heures de délibérations, les négociations s'étant poursuivies jusqu'au petit matin. Ainsi, la plus grande partie des promesses que se sont fait les six partenaires au mois de janvier de cette année à Luxem-

LA TROP

RICHE EUROPE AGRICOLE

Paradoxalement l'une des richesses de l'Europe, son agriculture, constitue l'un des plus sérieux écueils qu'elle ait rencontrés sur le chemin de son unité. Dernièrement des voix se sont élevées en France contre les projets qui prévoient la désoccupation graduelle des agriculteurs au profit de la culture intensive et mécanisée. Bouleverser la France « paysanne », c'est bouleverser les traditions et l'ordre social de ce Pays comme de n'importe quel autre pays agricole. En outre on sait les difficultés rencontrées pour concilier les intérêts divergents des productions européennes.

L'un des secteurs les plus délicats de la production agricole est celui des produits maraîchers et des fruits, en raison du caractère particulièrement périssable des denrées. A cet égard, l'Italie pour laquelle le problème est particulièrement important puisque ces produits représentent les 25% de ses exportations agricoles, a avancé une thèse qui a été examinée favorablement au début de juin à Bruxelles, et suivant laquelle a été élaboré un nouveau règlement pour le commerce des fruits et légumes. La commission chargée des travaux distingue en effet deux cas: une première flexion des prix dans les limites que comportent une récolte abondante ou la perspective d'une flexion même plus sensible mais qui peut être évitée ou en tout cas atténuée

MARCHÉ COMMUN

bourg, est-elle maintenant tenue. La poursuite d'une politique agricole commune, la répartition équitable des charges et des avantages sont garanties jusqu'en 1970.

La République fédérale peut s'estimer satisfaite de ce résultat, même si certains de ses désirs et quelques unes de ses vues n'ont pu être réalisés. Cela est vrai, par exemple, pour l'accord sur l'abolition totale des barrières douanières au sein de la C.E.E. Les droits de douane qui subsistent doivent être supprimés vers le milieu de l'année 1968, mais Bonn escomptait à l'origine une échéance plus rapprochée. Quoiqu'il en soit, tout le monde, à présent, est d'accord sur ce point important et des négociations ultérieures pour une solution complète ne sont plus nécessaires.

Sucre, fruits et légumes encore à réglementer

Dans l'immédiat, d'autres délibérations vont suivre la longue et pénible session nocturne de Bruxelles. Aucune décision n'a encore été prise au sujet de certains prix agricoles importants concernant la réglementation du marché pour le sucre, les fruits et les légumes. Il faut aussi que soit définie la ligne de conduite de la C.E.E. pour les négociations sur l'abaissement à l'échelle mondiale des droits de douane, dans le cadre du « Kennedy round ». Dans l'énorme lot des accords qui doivent être conclus par le Conseil ministériel de la C.E.E. avant les vacances d'été, il faut inclure aussi une entente sur les conditions de crédits à l'exportation accordées aux pays du Bloc communiste. Tous ces problèmes mettront une nouvelle fois à l'épreuve la volonté d'unité des pays membres de la Communauté. Dans l'optique allemande cependant, cela ne veut pas dire qu'il faille minimiser ce fait reconnu, à savoir que la C.E.E. a surmonté, à l'heure qu'il est, sa crise la plus sévère.

teurs. Le système prévoit que ce sont eux tout d'abord, réunis en consortiums, qui doivent prendre l'initiative. La Commission admet qu'ils forment le mécanisme le plus qualifié et le plus naturel pour effectuer ces interventions de marché. Elle souhaite donc la naissance, la multiplication et la consolidation de ces consortiums là où ils n'existent pas encore ou se sont insuffisamment affirmés. Elle en prévoit même le financement initial pour surmonter les difficultés de démarrage. On se demande maintenant si le financement doit être à la charge des Etats ou des communautés, ce qui n'est qu'un problème secondaire l'essentiel étant de réaliser un organisation qui mette l'agriculture en condition de parité contractuelle avec le commerce.

Le concours financier du fond d'orientation et de garantie (F.E.O.G.A.) étant admis, à quel moment doit-il intervenir? L'Italie insiste pour que ses interventions se déclanchent automatiquement aussitôt que se vérifie un niveau déterminé de tarifs. Dans une première esquisse de la délimitation (qui pourrait être différente pour chaque produit ou groupe de produits) on pourrait considérer d'intérêt « essentiellement privé » l'initiative qui serait prise dans les limites d'une flexion des prix jusqu'à trente pour cent. Serait au contraire d'intérêt « également public » l'initiative concernant un groupe de tarifs allant de trente à quarante pour cent au-dessous du prix normal.

Il n'en résultera certes pas une aussi grande sécurité que celle qui est offerte à d'autres produits agricoles mais il s'agit néanmoins d'un grand pas en avant vers la réduction des oscillations de prix. Il n'arrivera plus que le producteur de fruits et légumes ait à craindre l'abondance des récoltes au lieu de la désirer.

EUROPE AGRICOLE

par une réglementation opportune de l'offre; d'autre part une menace d'écroulement des prix que la seule initiative des producteurs serait incapable de parer. Dans le premier cas on serait encore dans le domaine de l'intérêt particulier; dans le second on entrerait dans la sphère de l'intérêt public.

Dans les deux cas, le problème consiste à réglementer l'offre et la destination du produit. Il s'agit en somme de retirer une certaine quantité du

produit pour la remettre sur le marché à une période plus opportune ou pour la destiner à un autre usage. L'expérience a montré que la soustraction même de quantités minimales d'un produit, a souvent suffi à régulariser tout le marché du dit produit.

Sécurité pour les producteurs

Ceux qui sont les plus intéressés à l'équilibre du marché sont évidemment les produc-

MOUVEMENT EUROPÉEN

LE CONSEIL ALLEMAND



*Mr. Ernst Majonica
Président du Conseil
Allemand du M.E.*

Mr. Ernst Majonica, député au Bundestag, a succédé au prof. Hans Furler à la présidence du Conseil Allemand du Mouvement Européen. Le Conseil Allemand a une organisation centralisée qui groupe toutes les Associations européistes sans distinction de doctrine et de parti politique. Aussi est-il particulièrement actif.

Le Conseil Allemand du Mouvement Européen a été constitué le 13 juin 1949 à Wiesbaden. C'est une organisation d'utilité publique dont la base démocratique est assurée par ses propres membres qui appartiennent tous aux principaux partis de la République Fédérale Allemande.

Le Conseil Allemand se compose d'Associations, Organisations et Instituts qui se sont donnés pour tâche de faciliter l'unification européenne. Font donc partie notamment des Unions associées le Groupe Allemand du Mouvement Libéral pour l'Europe Unie, le Groupe Allemand de l'Union Eu-

ropéenne des démocrates-chrétiens, le Groupe Allemand du Mouvement Socialiste pour les Etats Unis d'Europe, la Europa Union Allemande, l'Union des Fédéralistes allemands, les Maisons d'Europe et l'Institut d'Etudes de politique européenne, le Groupe Allemand de l'Association européenne pour le développement économique et social et la Société allemande de politique étrangère.

Sont également associés les représentants des partis faisant partie du Bundestag allemand et des personnalités de la vie publique.

Le premier président, Professeur Hans Furler, vice-président du Parlement européen resta en charge pendant de longues années et donna ses démission en mars 1966. Fut alors élu président du Conseil allemand Monsieur Ernst Majonica, député au Bundestag.

Monsieur Majonica est inscrit au parti Démocrate-Chrétien depuis 1946; de 1950 à 1955 il a été président fédéral de la Jeune Union et depuis 1950 il est membre du Bundestag. En outre il est président du groupe de travail de la section démocrétienne et social-chrétienne pour la politique intérieure, étrangère et de défense, et président de l'Association parlementaire allemande.

Les vice-présidents du Conseil Allemand sont le Président du groupe parlementaire au Bundestag du Parti Social Démocratique Allemand Monsieur Fritz Erler et le Président de l'Union Européenne d'Allemagne, Docteur H. C. Fiedrich Carl Baron von Oppenheim.

Le Conseil Allemand a pour tâche en dehors des consultations de recueillir toutes les informations provenant des Associations adhérentes, de coordonner leurs activités, d'organiser depuis 1955 les traditionnelles conférence germano-françaises, la Journée Européenne des Ecoles et de décerner des bourses d'étude pour le Collège d'Europe à Bruges.

Par la publication d'un service d'informations bi-mensuel et toute une série d'articles et documents, le Conseil Allemand contribue à informer l'opinion publique des problèmes et des progrès de l'intégration européenne dans les domaines de la politique, de l'économie et de la culture.

number 7

europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW "BULLETIN EUROPEEN"

ROME

JULY 1966



Stalin's spirit haunts Prague on eve of congress

(London-FCI) On the eve of the XIIIth Congress of the C.P. of Czechoslovakia and just prior to the visit of USSR's Party Secretary Brezhnev, in the most insignificant manner the Party organ Rude Pravo printed a 58-words long item which announced:

« CHANGE OF COURT PRONOUNCEMENT. The Regional Court in Prague absolved, after a main hearing, retired Lt. Col. Josef Hruska of the accusation of high treason and espionage for which he was sentenced to death in May 1949 by the former State Court in Prague. The renewed trial took place on the suggestion of the Regional Prosecutor in Prague because new evidence, formerly unknown, came to light in his favour ».

CONSEQUENCES? The impact of the newest court findings remains nil because the main accused who was tried between May 12 and 16, 1949, was executed eight days later. With him, for exactly the same reasons, were tried 14 other pa-

triot, all of them sentenced to long imprisonment. One was the leader of the Prague rising of May 5, 1948, General Kuttlvasar, who served 15 years. Since his release he has been working as a night watchman in a Prague picture gallery whose treasures are admired during the day by many visitors from home and abroad.

There is no word in the modest news item of the fate of any of the 14 men and women who are as in-

nocent as the executed main culprit. Neither is there any reference to the fate of those who provided the court with false evidence against them. As it is known from the same papers writing at the time of these trials, most of the evidence which led to prosecution and death sentences (after the Slansky trial, 11 high-ranking Communists were executed in a single night) was provided by the then obscure deputy but now President and Party Secretary Antonin Novotny.

LIBRARY SERVICE

UNDER PRESSURE. The Writer in Society: Eastern Europe and the U.S.A., by A. Alvarez, Penguin Books, Baltimore, 1965. This collection of interviews with Polish, Hungarian, Czechoslovak and Yugoslav writers, scholars, painters, philosophers and others will fascinate and exasperate the knowledgeable reader. The author shows his usual critical acumen, but at the same time repeats a string of cliches on East Europe now cur-

rent among some English and American intellectuals.

* * *

MARXISM IN THE WESTERN WORLD, edited by Milorad Drachkovitch, Stanford University Press, Stanford, 1966. A collection of essays on Leninism, Stalinism, Khrushchevism, Titoism, Maoism, and Castroism by outstanding experts.

DREW PEARSON ON RIGHT AND WRONG

(London-FCI). In a column serialized in some 600 newspapers across the United States, Drew Pearson wrote of a «Washington Merry-Go-Round» and expressed his disagreement with Republican Congressman Wilbur Mills (D-Ark) because he has flatly refused to consider relaxing restrictions on trade with European Communist countries. The venerated opinion-former thinks it wrong because «all of these countries are edging away from Moscow and need more Western trade in order to do so». As a typical example of a move in the right direction he cited Rumania which went so far that Soviet President Brezhnev had to go there to make her toe the line.

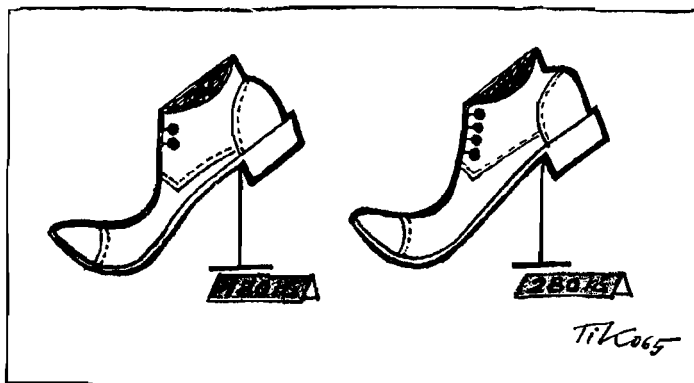
In order to publicize his views that the Satellites are loosening their ties with Moscow, the writer conveniently overlooked some hard facts:

1. None of the Satellite regimes came to power by popular vote and are therefore entirely dependent for survival on direct protection

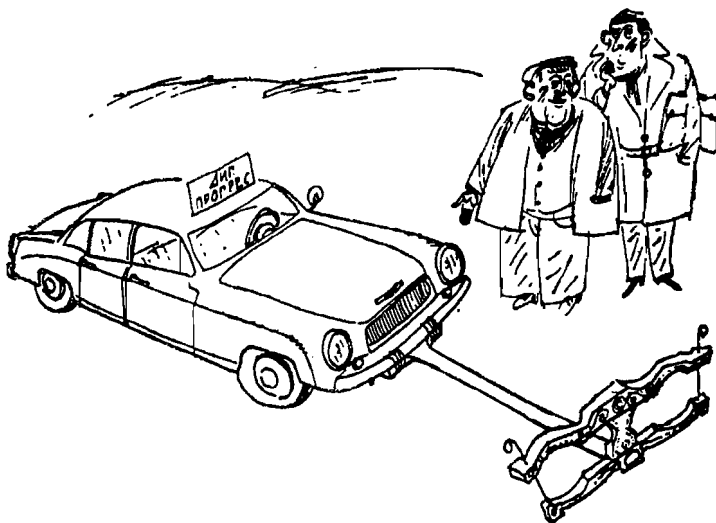
by Soviet armed forces (i. e. Eastern Germany, Poland, Hungary) or the strength of their own police forces — like Czechoslovakia which has half a dozen different ones from security police to workers' militia, all of them strengthened by the proximity of Soviet divisions in the neighbouring countries.

2. This enables the Soviet Union to demand of these regimes protection payments to an extent which is beyond Western Imagination. In the case of Czechoslovakia the list of deliveries contains entire uranium output, scores of complete industrial plants, 18 million pairs of shoes in 1966 and a contract to deliver 1,000 railway engines — enough to bleed out a much larger and much richer nation.

3. Any Western trade with Soviet Satellites increases their living standards and thus enables the Soviet Union to increase its demands on these unfortunate countries. It thus turns into direct support of Soviet economy, which is a war economy directed in general against the



The Czechoslovak fashion plate wears shoes with 4 eyelets - if he has the extra 100 korunas.
Rohac (Bratislava)



"We made the car for our director That yoke in front is exactly to his taste and specifications".
Sturschel (Sofia)

free world and in particular against the United States.

4. As far as direct trade between the West and the Soviet Union is concerned, it is notoriously known that every major Western power has a share of it, whether the United States, Great Britain, France, Federal Germany or all the lesser Western powers like Sweden or Luxembourg. To what it leads has been revealed recently during an incident in Britain. An explosion killed a Russian technician who was testing machinery for the production of transistors which is being shipped to the USSR to complete existing installations from Britain. Transistors from major components in missiles and rockets. Soviet rockets accounted for a number of US planes attacking military targets in North Vietnam. So here Drew Pearson has the chance to draw his first conclusion.

5. Romania (the country cited by Drew Pearson as the most daring Satellite) had to issue

after the celebrated visit of Brezhnev, a strong denial of any opposition to either paying for the upkeep of Soviet troops on foreign territories or of any desire to leave, weaken or even re-organize the Soviet-controlled Warsaw Military Pact.

6. No-one has the right to ask a journalist about the sources of his information. Yet those who know better have heard from their own contacts (whether from Bucharest, Prague or Warsaw) frantic pleas that the West should cease all economic support of the Satellite regimes for two good reasons — (a) because this unavoidably prolongs their ordeal under Soviet domination and (b) because it strengthens nothing but the aggressive powers of the dictatorial superstructure bent on the destruction of the free world.

No writer, economist or politician in the West would deny the veracity and seriousness of these facts.

Child, school and God in Lithuania

By Dr. Jonas Savasis

(The author, writing under the pen name of Jonas Savasis, is a noted Lithuanian historian and journalist.)

Even children of pre-school age in Lithuania get a taste of anti-religious poison. At first no one suspected that the neighborhood kindergarten, where mothers must leave their children when they go to work, could also be tainted with atheism. But the instructors—"specialists" from Russia, under orders from Moscow, were soon instructing kindergarten directors how to instill the first doses of atheism into youngsters under their care. How the children are being exposed to these influences may be seen from this episode described by a woman in charge of a kindergarten in the Sakiai district:

"Early in the spring my children and I planted some beans in a couple flower-pots. I told the children that the beans must be watered daily; then they would sprout and grow. "It is God that grows them," said one little girl named Vida.

On hearing this, the children all turned their eyes to me. I had to give a reply immediately. So I said, "Children, we shall water both of these flower-pots until the plants come up out of the ground. After they come up, we shall water and tend one plant, but the other one we will not water and will leave it for God to grow."

After a while the bean plant in the unwatered pot yellowed and dried up.

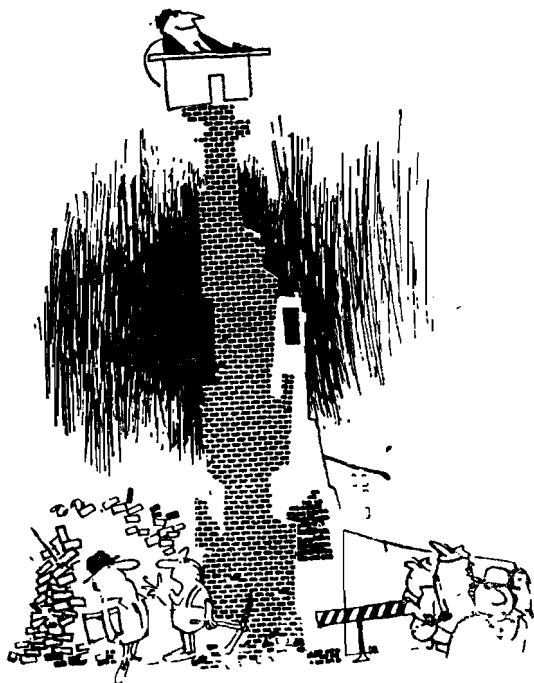
"You see, Vida, you said God can do everything. But you see, he can't even raise a bean plant without water."

All the children were then clearly convinced that they themselves grow the beans. God does not do it. There is no God. »

TEACHERS

The entire burden of atheistic training of the young falls on the shoulders of the teachers. Although the press is boastful at times that "every teacher is now a militant atheist capaciously and with convincing evidence to his bile of presenting scientific information judiciously and to others with whom he comes in contact," and although many teachers themselves report their various successes in the anti-religious field, the teachers are frequently assailed for using insufficient effort. At a conference on adult education, Lithuanian Communist Party Secretary A. Snieckus offered these critical comments:

"We can no longer condone the fact that some young men and women finish school without having acquired a firm, scientific outlook and sometimes even without having shaken off the load of religious superstitions. That is because some of the teachers do not make use of the program material provided them. In the course of inspection of atheistic teaching in the Kedainiai district in 1961, it became obvious that some teachers were limiting themselves to a mere recital of scientific information, without drawing any conclusions that would lean toward a materialistic viewpoint and without using the



"Can't move this director. relative."

He's somebody's close
Ludas Matyi (Budapest)

teaching material for breaking down religious superstitions.»

At the same time, complaint is lodged against the type of teacher who, "while paying lip service to the idea of communism, finds it possible in his teaching to make an adjustment between the concepts of imperialism and communism." Such a teacher "avoids giving sharp retort to those who attempt to blacken the reality of our life and to poison the pupils' consciousness with out-dated remnants of the past. He is silent, and his silence becomes an implied approval of an ideology which is foreign to us."

The teacher is advised to make a stronger stand against parental influence that often negates his teaching.

The difficulties involved in parent-teacher cooperation are discussed in a teachers' twice-weekly publication:

"We work, we instruct, we try to show them by argument and evidence, but when the children come home from school, what do they hear from their parents? "Listen to your teacher. Don't contradict him. But don't change your convictions. God was and ever will be. Never doubt that. It doesn't matter what the teacher tells you."

Such behavior on the part of parents, says the journal, is despicable. The teachers, therefore, ought to visit the pupils' homes, organize meetings and discussions for parents, and make every effort to bring about the parents' ideological reeducation.

The article finds it scandalous that, at the very time when "the light of science has scattered the fog of stultifying religious elements, there are people among us who breathe the same air of our Communist fatherland, but who remain faithful to the religious remnants of the past", and that parents often neglect to shape a child's views and beliefs and, instead, entangle his consciousness "in cobwebs of religious nonsense." A religious upbringing "stifles his liveliness and thirst for knowledge, promotes mental lethargy and doubt about everything around him. It rends his character."

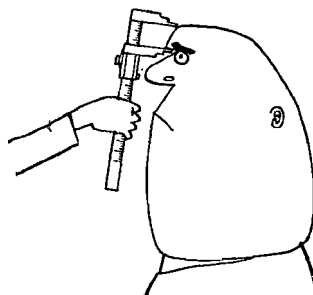
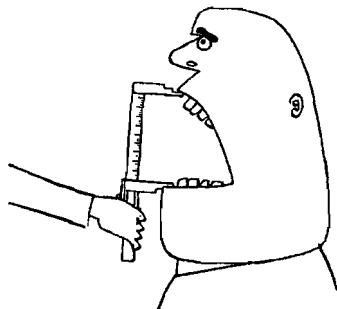
When an article in the press expressed approval of children jointly participating with their parents in the observance of holy days such as Christmas and Easter, since only a wicked child renounces his religious parents, and a religious person "is no criminal that one must condemn and renounce," contrary voices were soon heard, correcting such "erroneous" thinking. No atheist, replied a teachers' institute professor, will "indulge his parents and give in to them on the question of observing religious holidays and performing religious duties." Several students added that it was wrong to take part in parents' religious festivities.

PRESSURE ON PARENTS

By books, newspapers, and special bulletins, by lectures and teachers' visits to the homes, parents are increasingly pressed to accept the atheist way of thinking, both for themselves and for their children. Even in the summer, there is no peace for parents. At Siauliai, for instance, parents of children about to be enrolled in the first grade must themselves attend classes, in order to learn how to aid the teachers by giving their children supplementary atheistic information at home.

In some instances parents are prosecuted for "corrupting" their children with religious notions, and the children taken away from them and put under the custody of state institutions.

An Adventist preacher and his wife were charged in court with "despoiling their children's body and soul" and of depriving them of proper upbringing. The accused bravely defended himself thus: "My most important obligation (preaching) as assigned to me by God. My secondary duty—education of my children—I perform to the extent that it is consistent with the former." The court ruled that the children be taken away from this couple and entrusted to Soviet institutional care.



The new cadre profile—new criteria
Dikobraz (Prague)

A Panevezys court deprived Kazimiera Judzevicius of her maternal rights to her 13-year-old daughter and 8-year-old son for allegedly inflicting harm on them by forbidding them to attend school on Saturdays, forcing them to take part in "fanatical religious ceremonies," not giving them enough to eat, and subjecting them to physical punishment. The children also were not doing well in their studies and it had been a year since the daughter had gone to a cinema.

Under such conditions, few parents would have the courage of little Kristina Laugalis' father, who declared openly at a parent-teacher meeting at Gaure High School: "You teachers, teach religion your own way, but we parents will continue to express our opinion."

More frequently it is a heart-rending lot that befalls parents, especially mothers, when they see their children being terrorized. At the same time, the child faces a dilemma. "My mother cries that we do not go to church," wrote one little girl to the chairman of the Atheist Council in Siauliai. "I'm sorry for her, it's very hard for me to see her crying, and I don't know what to do."

To protect children from the "harmful" influence of their parents, in 1961 the authorities began to set up boarding schools. It was planned to have enough of these schools to house 25,000 pupils by 1965. The schools, with either 8 or 11 grades, accept boys and girls from the age of seven and have a minimum of 120 pupils. An "isolation chamber" is included among the facilities. Although the regulations state that children are enrolled in boarding schools only with the consent of their parents or guardians, parental wishes are disregarded where it is found necessary to protect a child from the "harmful influence" of the home. Priority for admittance to the schools is given to orphans, children of invalids, and those whose parents cannot provide them with normal study and living conditions. This last category includes children who lack a proper atheistic environment in their home.

Boarding schools maintain strict discipline. The pupils' entire day is divided into periods for specific activities. Parents may visit their children or bring them home for a short visit only with the school director's permission. The regulations allow the pupils a four-week stay at home in the summer; actually, children of religious parents do not go home even then. For them a special "vacation" of work at a collective farm or factory is arranged.

In order to accustom boarding-school pupils to the collectivist way of life, they are encouraged to participate in work quota competitions and other Communist industrial devices. The schools have Pioneers, Komsomol, and atheist organizations. These last, according to press reports, are especially active. Upper-class pu-

pils are being prepared as future atheist propagandists.

Realizing the damage that is being perpetrated on the children, many parents manage to take their children out of school. Communists themselves admit that some schools lose as many as 45 per cent of their pupils. They place the number of withdrawals in one school year ending September 1, 1963, at over 10,000. Some pupils transferred to another type of school, while others terminated their schooling without finishing eighth grade.

In 1962 it was found that 64 per cent of the were not enrolled in any school. This may be children of school age in the city of Kaunas attributed mainly to the parents' genuine fear of the irreparable moral harm that might be done to the child in a Communist controlled school.

To help parents understand an educational system based on "Communist morality," a "university for parents" was opened in Vilnius in 1960. The one-year course features atheistic lectures, film showings and visits to schools and industrial concerns. Classes, attended by —about 200 parents, meet twice a month.

TEACHING OF RELIGION STRICTLY CONTROLLED

Teaching of religion by priests has long been forbidden, but religious instruction by parents to their own children has been tolerated. In recent years, however, the opinion seems to be crystallizing that the parental privilege ought to be withdrawn. It is argued that the religious freedom guaranteed by the Soviet Union is intended only for adults. This viewpoint was clearly affirmed by S.P. Pavlov, first secretary of the Komsomol of the USSR at the Communist Youth congress in 1962. He emphasized that freedom of conscience as guaranteed by the Constitution is meant only for adults, who are answerable for their wrongdoings. No one, however, has the right to inflict spiritual harm on a child nor to exercise influence or pressure upon his still immature mind. Moreover, the teaching of religion, in Communist eyes, is nothing but religious propaganda, which the Constitution does not permit.

Article 124 of the Soviet Union Constitution clearly states: "Freedom of religious worship and freedom of anti-religious propaganda is recognized for all citizens." Freedom of "religious propaganda," however, was not stipulated, and is therefore illegal. Those who take liberties in this respect are subject to prosecution.

Although the Soviet press expresses alarm that the principle of religious freedom is being grossly violated and advocates that the state take immediate steps to stop infringing upon the

children's right to religious freedom, we find dedicated individuals, especially among women, who, fearless of any risk involved, round up groups of children in order to instruct them in religious doctrine. Such teachers are zealously hunted and punished for establishing clandestine church schools and for "damaging the conscience of juveniles," in violation of Soviet cult statutes. Punishment is also prescribed for the scooper, for he is regarded as the instigator priest in whose parish such a "school" is the supporter of the project.

PUNISHMENT FOR TEACHING CATECHISM

A woman invalid, Irena Stankunas, at the summer resort of Kulautuva and, in inclement weather, at her home in Jucioniai, taught catechism to over 30 children three times weekly and provided them with old religious booklets as reading matter. For this violation of the law, both she and the local pastor were brought to court and punished. The parents, mostly workers in a sanitarium, were accused of complicity, but when they denied any knowledge of the religious classes, the woman's guilt, according to Communist logic, was even greater, for she had operated an illegal school against the parents' wishes.

Priests who found themselves in Siberian labor camps after 1955 were there usually because of their having taught catechism to children. For example, a Father Svarinskas, back from Siberia, was discovered teaching the catechism to children wherever he went, "treating them with candy and tempting them in other ways." That was reason enough to send him back to Siberia.

Another priest, Father Vytautas Balciunas of Salantai, was sentenced to forced labor in Siberia for "enticing children and arranging an outing for altarboys."

In January, 1965, father Valentinas Siksnys, pastor at Pagraman̄tis, drew a two-year prison sentence for giving children First Communion.

IDEOLOGICAL TUG OF WAR

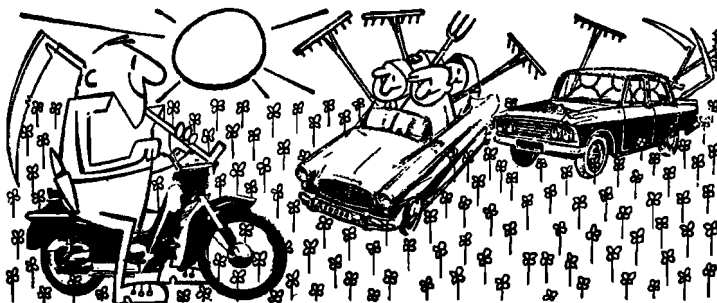
In summer-time, when the children are at home on vacation, the faithful try to undo at least some of the year's damage done at school. That considerable labor is brought to this effort is evident from the complaints voiced in the Communist press. Throughout the whole long year, it says, the teachers have labored strenuously to saturate the pupils with materialistic doctrine and to protect their minds from the "muddying" effect of religious truths.

« But now summer arrives... The teachers are vacationing. The pupils are resting. But the church group and the pious ladies are not vacationing. It is at this very time that individuals of this category try to sway the children to their side and stuff their heads with religious superstitions. Most often it is religious little ladies, directed by priests, who organize small groups of children and teach them the "truths" of religion and how to perform religious rites... Thus they tear down what the teachers have built up in a year. »

At the first sign of such goings-on, teachers do everything possible "to extricate the children from the religious mire," but they reluctantly admit that "in some instances the women, are successful and cram the children's heads with religious fables and Christian morality... Where crowd is sure to take over."

the teachers are not watchful, the religious

[Excerpts from the book "War Against God in Lithuania," by Dr. J. Savasis, Manyland Books, New York, 1966. Quotations were taken from articles in the main Communist newspapers in Lithuania: Tiesa, Komjaunimo Tiesa, Tarybinis Mokytojas.]



Advanced mechanization in Czechoslovakia.

Obrana Lidu (Prague)

ROMANIA

PARTY LEADER'S NATIONALIST APPEAL

Romania's Party Leader Ceausescu together with other members of the hierarchy has been visiting Moldavia and southern Bukovina. The unusual aspect of the tour has been the emphasis in the speeches on the historic role played by these regions in the Romanian people's struggle for independence throughout the ages. The name of Stephen the Great, voevod of Moldavia during the 15th century, was used repeatedly to evoke the concepts of national unity, sovereignty and independence. The works of chroniclers Neculce and Costin have been recalled, as have the works of poets like Alecsandri and Eminescu who wrote about Romania's awakening and the ideals of unity and freedom from foreign domination.

Party Leaders, Ceausescu himself and Gheorghiu-Dej before him, have carried out other provincial tours but the stress in the past has always been on the Party's achievements, increased production and more Marxism-Leninism. The present switch taken in conjunction with the no doubt well-founded reports of Romanian attempts to change the structure of the Warsaw Pact, must be regarded as indicating the Romanian Government's aspirations towards Bessarabia and northern Bukovina annexed by Russia after the last war, both of which form part of the old Romanian principality of Moldavia.

ROMANIAN MISSIONS TO OTHER SATELLITES

Romanian Foreign Minister Manescu stopped off in Budapest on his return journey from Prague. He remained there two days « at the invitation » of his Hungarian counterpart. Meanwhile another official delegation left Bucharest for Sofia, led by Ghelmegeanu, President of the Romanian committee for Inter-Balkan understanding and collaboration. Like the Prague visit the other two are probably connected with Romania's Warsaw Pact initiative which is already seen as similar in scope to Romania's torpedoing of Comecon, at any rate as originally conceived by the Soviet Union. In spite of the Brezhnev visit to Bucharest and the official denial of the Warsaw Pact report, the initiative still appears to be very much with the Romanians.

Specialization in Romania is to commence at the secondary school stage according to a degree which will come into force during the 1966-67 school year. There are to be specialized lycées where pupils will still obtain some

general education but where special subjects will receive priority. Most of these lycées are expected to concentrate on technical teaching which is greatly needed to produce the personnel which will man Romania's rapidly expanding industries.

According to wellinformed sources Romania is selling tractors to Western Europe at 25-30% below cost price. The object is to crash into new markets which it is hoped will pay off in the long run. For the time being, however, the Romanian people foot the bill with reduced living standards.

G. Cloara, Romania's Minister for Foreign Trade, has been visiting West Germany. In Munich, speaking to Bavaria's Economics Minister, Ciocara expressed the conviction that relations between Romania and West Germany would be « completely normalized ». Romania has been purchasing considerable quantities of industrial equipment from the Federal Republic to build up her own manufacturing capacity.

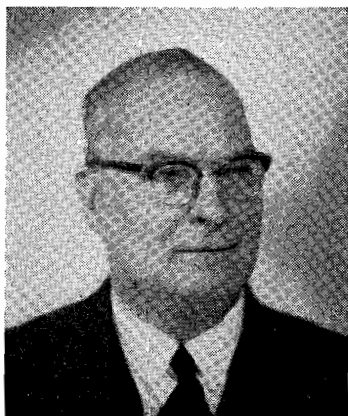
Romanian Press is devoting more attention to Czechoslovakia's internal affairs. 'Scinteia' published on its front page a comment by its Prague correspondent on the C.P. of CS (S)R Congress and 'Romania Libera' has devoted its attention to the "success and perspectives of the Czechoslovak heavy industry". Industrialization of Slovakia, where some 250 new plants have been erected, is also being noted in the Romanian Press.

Although the Communist regime in Romania has been continually tightening up its frontier security with the object of making the flight of its citizens abroad impossible, according to the Turkish paper 'Bayram' among 69 persons who sought political asylum in Turkey during 1965 were 12 Romanians, most of whom reached Turkey by sea.

Official reports on the 1965 plan fulfilment stressed several production branches which exceeded the plan (such as steel, rolled products or electrical motors) but failed to admit that instead of 25,000 tractors only 15,835 were built and that only 50% of meat production plan was reached (308,000 tons instead of 610,000), while other deficiencies in food production were edible oils and sugar. In synthetic rubber 30,620 tons instead of 50,000 were produced. Other bottlenecks were in plastics, cement, etc..

MOUVEMENT EUROPÉEN

LE CONSEIL BELGE et son actif président



Mr. Etienne DE LA VALLEE POUSSIN

De la VALLEE POUSSIN, Etienne, Charles, A.G. domicilié 64, rue de la Limite, Bruxelles 3 né le 23 novembre 1903

Docteur en droit et licencié en sciences économiques de l'Université de Louvain

Exerça la profession d'avocat jusqu'en 1937

Dirigea de 1926 à 1932 le journal hebdomadaire « L'Autorité » et de 1935 à 1936 le quotidien « Le Vingtième Siècle »

De 1932 à 1937 professeur d'économie politique à l'Ecole Supérieure du Secrétariat à Bruxelles

Capitaine-Commandant de Réserve

Prisonnier de guerre 1940 à 1945

Sénateur de Bruxelles depuis les élections de février 1946 - Membre de la Commission des Affaires Etrangères, de la Commission des Communications, de la Commission de Naturalisation et de la Commission du Marché Commun -

Membre du Parti Social Chrétien

Délégué à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe à Strasbourg - Membre de la Commission Politique du Conseil de l'Europe.

Président de l'Union des Associations Internationales

Président du Conseil Belge du Mouvement Européen

Vice-Président du Collège d'Europe à Bruxelles

Secrétaire parlementaire du Conseil Parlementaire du Mouvement Européen

Commandeur de l'Ordre de Léopold

Officier de l'Ordre de la Couronne

Chevalier de la Légion d'Honneur.

La Commission de l'EUROPE de l'EST

Le Mouvement Européen a organisé en son sein en 1949 une commission d'étude chargée spécialement de s'occuper des intérêts des peuples asservis par l'invasion communiste. Le premier président de cette commission fut M. Harold Macmillan qui garda sa présidence jusqu'à son entrée dans le gouvernement Churchill. Le président suivant fut Sir Edward Beddington Behrens, actuellement encore président d'honneur de la Commission.

La commission a toujours groupé des représentants des différents pays de l'Est et des hommes politiques appartenant aux principaux Etats de l'Europe libre. Les uns et les autres se sont efforcés d'exercer une propagande intense en vue d'empêcher que l'Occident oublie les peuples qui connaissent un destin si tragique de l'autre côté du rideau de fer. Pendant longtemps ils ont espéré un recul du communisme. Ils ont cru qu'avec l'appui moral de l'Europe les peuples asservis pourraient retrouver eux-mêmes leur propre liberté. Ils ont espéré aussi que l'Amérique et l'Europe Unie exerceraient une pression systématique en vue de rétablir la liberté et les élections libres dans toute l'Europe.

Sous l'influence de la Commission de l'Est, le Conseil de l'Europe, de son côté, organisa une Commission spéciale chargée de veiller aux intérêts des nations européennes non représentées au Conseil de l'Europe. Formée en 1950, cette commission fut placée, elle aussi, sous la présidence de M. Harold Macmillan.

En janvier 1952, la Commission organisa à Londres une conférence sur l'Europe centrale et orientale. Organisée et présidée par M. Beddington Behrens, elle dura deux jours et eut un grand retentissement. Tous les problèmes concernant l'Europe de l'Est y furent étudiés d'une façon très sérieuse et un grand mouvement en faveur des pays de l'Est fut déchainé ainsi dans l'opinion publique. Il eut certainement pour effet de renforcer l'OTAN et l'organisation de la défense. Toutefois, en l'absence de possibilités d'une action militaire, aucun résultat pratique ne peut être enregistré.

Par la suite l'action de la Commission s'est développée surtout sous formes d'études et

L'ENSEIGNEMENT EN EUROPE

Le Xe Anniversaire de l'Association Européenne des Enseignants

Pendant les dernières vacances de Pâques, du 6 au 11 avril, à Viareggio, l'Association européenne des Enseignants a commémoré au cours d'un imposant rassemblement, le dixième anniversaire de sa fondation.

Des délégations de toutes les sections de l'Association y étaient représentées. Au total, plus de 400 personnes ont participé aux manifestations, magistralement organisées par la section italienne en collaboration avec le secrétaire général adjoint, M. M.F.J. Govaers.

La cérémonie officielle a eu lieu au théâtre de Lucques le jeudi 7 avril; présidée par l'inspecteur scolaire de la province de Lucques, après le salut des communautés européennes et des mouvements européens amis, apporté par les invités d'honneur, elle a été marquée par le discours du président Alers qui, depuis dix ans, veille sur sur le destin de l'Association.

A la fin de la cérémonie, les membres de l'A.E.D.E., au milieu des fanfares et de tout le déploiement des fastes folkloriques, se sont joints à l'acte officiel au cours duquel un drapeau de l'Europe a été remis au

(Suite de la p. 11)

d'informations permettant d'éclairer les pays européens sur la situation des pays de l'Est et sur leurs problèmes. Sous son égide, les d'information permettant d'éclairer les pays exilés purent garder des contacts précieux avec les principales personnalités politiques occidentales.

Après la chute de Staline, l'évolution du monde communiste permit d'envisager de nouvelles perspectives. Depuis longtemps le rideau de fer paraissait stabilisé. Personne n'espérait un conflit qui aurait pu délivrer les peuples opprimés, mais aurait mis le feu au monde. Une évolution intérieure du monde communiste paraissait la seule perspective possible.

C'est pour étudier les chances de cette perspective et l'action que les Européens libres peuvent exercer en vue de la hâter, qu'une nouvelle conférence fut organisée en janvier 1964 par M. Etienne de la Vallée Poussin, sénateur belge, président de la Commission depuis 1955.

maire de Lucques. Il a été suivi d'un grand banquet offert par la municipalité.

Les jours suivants étaient dédiés à l'amitié et aux contacts personnels autant qu'à l'étude. Plusieurs excursions ont conduit les participants à Pise, à Florence et aux carrières de marbre de Pietrasanta. Dans l'intervalle, le professeur E. Petrini avait présenté une brillante conférence sur les aspects fondamentaux de la Renaissance italienne et le secrétaire général Alfred Biedermann avait retracé à grands traits les étapes de la croissance de l'A.E.D.E. depuis sa création à nos jours.

On dira que ce ne sont pas, à proprement parler, des activités européennes. Mais, lorsqu'une association, pendant dix ans, a oeuvré sans désespérer pour faire pénétrer l'idée européenne dans le monde de l'école, elle a bien le droit de jeter un coup d'oeil sur le travail accompli et de se réjouir de l'extraordinaire réussite qui, en une décennie, a fait du petit groupe de cinquante professeurs réuni au château de La Brevière, sur l'invitation du Centre international de formation européenne, une

L'Association des instituts d'études européennes a tenu à Amsterdam son assemblée générale, les 25 et 26 avril dernier, dans les locaux de l'université.

L'Association des Instituts d'Etudes Européennes

A cette occasion, différentes communications ont été présentées, dans le cadre d'un colloque universitaire, sur les problèmes posés par l'historiographie européenne. Le professeur Brugmans, recteur du Collège d'Europe de Bruges, traitait de « l'Historiographie et la lumière de l'intégration européenne », le professeur Lukaszewski, directeur des études politiques au Collège d'Europe, de « l'Historiographie de l'Autriche-Hongrie, terrain de controverse européenne » et Mme Annie Kriegel maître de conférence à la faculté des lettres de Nancy et de Paris, de « la IIe Internationale et le problème des nationalités ». Par ailleurs, des exposés sur les travaux scientifiques concernant l'intégration européenne aux Pays-Bas ont été faits par les représentants des instituts européens d'Amsterdam et de Leyde.

L'Assemblée générale qui a réélu le bureau de l'Association, a décidé que celle-ci tiendrait ses prochaines assises à Rome en 1967.

LE CONSEIL D'EUROPE ET LES NATIONS UNIES

Nous publions ci-dessous la suite des extraits du discours prononcé par M. U Thant, secrétaire général des Nations Unies, le 3 mai dernier devant l'Assemblée Consultative Européenne réunie pour sa dix-huitième session (voir le numéro précédent du «Bulletin Européen», juin 1966)

La tension est aujourd'hui un mal dont souffrent aussi bien les nations que les individus, et peut avoir des conséquences graves pour elles comme pour eux. Les tensions qui se font sentir actuellement dans le monde sont imputables à quatre grandes causes apparentées. Elles naissent de la rivalité entre les idéologies politiques — encore qu'il s'agisse là, à mon avis, d'une phase éphémère. Elles naissent de l'inégalité économique, qui est le plus grand problème pratique auquel nous ayons à faire face. Elles naissent de problèmes coloniaux non encore résolus qui pèsent lourdement sur les relations internationales. Enfin, ces tensions naissent de sentiments d'antagonisme racial exacerbés par un long passé de discrimination. Chacune de ces quatre sources de tension contribue dans une certaine mesure à renforcer l'influence mauvaise des autres, et c'est pourquoi on ne saurait considérer aucune d'elles isolément.

Avec leur longue expérience politique, les pays d'Europe ont, depuis la seconde guerre mondiale, donné l'exemple de la tolérance politique et contribué pour beaucoup à atténuer la violence des divergences idéologiques. Je ne peux concevoir qu'aucun pays ou groupe de pays désire porter pareilles divergences idéologiques jusqu'à un degré de fanatisme tel qu'une guerre mondiale serait le seul moyen de les résoudre. J'ai rappelé tout à l'heure que l'Europe a été, de notre vivant, le foyer et le principal champ de bataille de deux guerres mondiales. Il n'est guère nécessaire que je vous expose longuement, à vous qui êtes des Européens, l'ampleur des pertes tant humaines que matérielles subies lors de ces deux guerres. Nous savons que la prochaine guerre mondiale, où qu'elle éclate, sera un conflit thermo-nucléaire et vous êtes tous pleinement conscients des conséquences qu'une telle guerre aurait pour notre civili-

sation et, en fait, pour notre existence même. Le danger d'une guerre nucléaire se fait de plus en plus grave à mesure que prolifèrent les armes nucléaires; c'est là un problème auquel on a accordé beaucoup d'attention au cours de la dernière session de l'Assemblée générale et des récentes réunions de la Commission des dix-huit puissances sur le désarmement.

Alors que dans le monde entier, bien des hommes d'Etat et des hommes politiques recherchent sans répit les moyens d'assurer la paix, je me demande parfois si le monde est pleinement conscient des effets désastreux qu'aurait une guerre nucléaire. Les savants ne sont peut-être pas d'accord sur l'étendue ou l'ampleur exactes des ravages et des destructions, mais ils reconnaissent sans aucun doute que la bombe atomique elle-même est en puissance la plus grande tragédie de notre époque. Il faudrait peut-être, même si l'on a trop attendu, demander à l'Organisation des Nations Unies d'entreprendre une étude approfondie des effets probables d'une guerre nucléaire, et le rapport que l'Organisation établirait pourrait être publié en plusieurs langues et diffusé le plus largement possible afin que dans le monde entier les hommes comprennent tout ce qui est en cause. Je crois que si ce problème est plus universellement compris, il sera plus facile d'obtenir de l'opinion publique qu'elle appuie les dirigeants et les personnalités influentes qui, comme vous, déploient des efforts accrus en faveur du désarmement nucléaire et de la paix mondiale.

*La source de
tension la plus grave*

C'est, à mon avis, l'inégalité économique toujours plus grande entre les différents pays du monde qui constitue pour nous la source de tension la plus grave et fait peser sur nous une menace réelle de catastrophe. En dépit des programmes internationaux de développement économique et des accords bilatéraux d'assistance, il faut bien dire que les pays riches et industrialisés s'enrichissent continuellement, tandis que les pays peu développés sont, en mettant les choses au mieux, en stagnation. Si l'on considère d'autre part l'accroissement probable de la population au

cours des trente ou quarante années à venir, une telle tendance offre des perspectives très alarmantes. Les cas de famine signalés dans diverses régions du monde et les difficultés évidentes et toujours plus grandes auxquelles se heurtent nombre de pays peu développés ne sont que les signes avant-coureurs de la crise qui se prépare.

Il faut absolument éviter que les préoccupations que nous causent nos problèmes immédiats ou des crises plus spectaculaires du moment nous empêchent d'entendre de tels avertissements. Si nous n'y prenons pas garde, il n'est guère douteux que nous nous exposons à une catastrophe qui anéantira finalement tous les pays, même les plus prospères et les plus stables. Nous ne pouvons permettre que l'histoire dise de nous, plus tard, qu'avec toutes nos connaissances et nos techniques très poussées, nous nous sommes laissés anihiler par cette catastrophe prévisible, et prévue, depuis longtemps.

Il nous faut maintenant concerter et accentuer considérablement nos efforts pour combler cet écart, sans nous laisser aller au découragement et malgré les déceptions et les difficultés. Les pays d'Europe ici rassemblés représentent à eux tous, aussi bien politiquement qu'économiquement, une grande concentration de puissance, de richesse et de tradition. La longue et souvent violente histoire qu'ils ont derrière eux leur a finalement donné une maturité et un détachement que d'autres peuvent bien leur envier. Les pays d'Europe, unis au sein de cette organisation et dans d'autres, sont particulièrement bien placés pour favoriser cette action concertée dont le monde a un besoin si urgent et pour mobiliser des ressources intellectuelles et matérielles qui répondent à l'ampleur et à la gravité du problème.

Les problèmes de l'inégalité économique

C'est en grande partie à cause des grands progrès que la décolonisation a marqués ces dernières années — l'entrée de peuples naguère dépendants dans le cercle des nations, où ils peuvent désormais exprimer eux-mêmes leurs aspirations, leurs désirs et leurs besoins — que notre attention se porte davantage aujourd'hui sur les problèmes que pose l'inégalité économique. Le processus de décolonisation est peut-être le phénomène le plus frappant de notre époque et, en tout cas, de la décennie écoulée; il peut également se révéler à la longue avoir été, foncièrement, un des changements les plus importants que la condition de l'humanité tout entière ait connus. Toutefois, l'ampleur

du mouvement de liquidation du colonialisme, la façon spectaculaire dont il a transformé la configuration nationale et politique d'une grande partie du monde ne doit pas nous dissimuler que le processus n'est pas encore achevé. En Afrique, en particulier, le colonialisme a laissé des séquelles tenaces et dangereuses, qui, non seulement privent des millions d'être humains du droit de vivre dans la dignité et d'améliorer leur sort, mais aussi menacent, directement ou indirectement, notre sécurité et notre bien-être à tous. Le déni des droits de l'homme que représente le colonialisme est d'autant moins justifiable, d'autant plus cruel, qu'il persiste à une époque que caractérisent par ailleurs une libération des peuples dont l'ampleur est sans précédent et les aspirations grandissantes de ces peuples à une vie paisible, décente et prospère.

Les dangers que cet état de choses fait planer sur le monde en sont d'autant plus graves. C'est là un anachronisme auquel la communauté internationale tout entière doit s'efforcer de mettre fin pacifiquement et rapidement.

Les conflits raciaux

Au nombre des causes de tension, j'ai mentionné le problème de la discrimination raciale. Il est, à mon avis, inhérent aux problèmes coloniaux que je viens d'évoquer, encore qu'il s'étende bien au-delà et qu'il ait pu subsister, tel l'ivraie tenace, même au sein de sociétés prospères et hautement industrialisées. Sans doute les conflits raciaux ne sont-ils pas, à l'heure actuelle, un trait marquant de la vie européenne. Mais il ne faut pas oublier que certaines attitudes coloniales ont laissé un fâcheux souvenir dans de nombreuses régions du monde, une rancœur latente qui ne peut que trop facilement être avivée et conduire à une conflagration qui pourrait être désastreuse pour tous les intéressés. Les Européens ne devraient pas non plus oublier que la forme la plus radicale de la discrimination raciale demeure la politique officielle du gouvernement blanc d'un vaste et important pays d'Afrique et que des pratiques discriminatoires ont cours également dans d'autres parties du continent africain. Seules une attitude résolue à l'égard de ces problèmes et une ferme réaffirmation de valeurs et de principes élevés peuvent remédier à cet état de choses et éteindre définitivement le ressentiment causé par la discrimination raciale, délibérée ou inconsciente. C'est là un problème qui nous met tous en cause, que nous le voulions ou non.

LES COMMUNES D'EUROPE

On sait que le Conseil des Communes d'Europe est une organisation particulièrement active et qui, par sa composition même, est appelée à agir avec une grande efficacité dans le secteur de l'euro-péisme. La Résolution adoptée au cours de la dernière Assemblée des Délégués qui s'est tenue à Côme, et dont nous donnons le texte ci-dessous recommande une application loyale des traités, la reprise des négociations avec la Grande Bretagne pour le Marché Commun, et précise le rôle important dévolu aux administrateurs locaux et régionaux dans la construction européenne.

Les 26 et 27 mai s'est réunie à Côme l'Assemblée des Délégués du Conseil des Communes d'Europe, organisme qui groupe 50.000 communes des six Pays de la Communauté Economique Européenne plus l'Angleterre, l'Autriche, la Suisse et la Grèce.

Les travaux auxquels participaient également à titre de délégués quelques membres du Parlement Européen et des gouvernements nationaux, se sont surtout concentrés sur l'examen de la situation politique européenne — et plus particulièrement sur le rôle des Communautés Européennes et sur la préparation politique des prochains Etats Généraux de la CCE qui auront lieu à Berlin du 8 au 11 juin 1967.

Voici le texte de la résolution adoptée à la fin des débats:

L'Assemblée des délégués du Conseil des Communes d'Europe représentant plus de 50.000 communes et divisions territoriales locales de l'Europe libre, réunie à Côme les 26 et 27 mai 1966, dans l'intervalle entre les Etats Généraux de Rome et ceux de Berlin;

Confirme les délibérations votées par les 5.000 délégués aux VIIes Etats Généraux des Communes d'Europe à Rome. Au cours des débats consacrés à « L'Europe des Peuples », les forces vives de tous les Pays ont été invitées à coordonner leurs efforts pour la réalisation de l'Europe Unie;

Préparant les VIIIes Etats Généraux de Berlin, dont le thème sera « Libres communes dans une Europe fédérée », l'Assemblée

(Suite de la pag. 14)

Je ne crois pas un seul instant que les dirigeants et les peuples de l'Europe aient la moindre intention de se laisser aller à une sorte de provincialisme prospère ou de revenir au nationalisme agressif d'autrefois. Ce que je voudrais souligner aujourd'hui, c'est le besoin impérieux d'orientation et d'action concentrée qui se fait sentir dans le monde. Cette orientation ne peut être efficace que si les nations anciennes font preuve de compréhension et de tolérance à l'égard des nations nouvelles d'Asie et d'Afrique. L'Europe, elle-même foyer de tant de révolutions et d'idées nouvelles, a connu bien des vicissitudes pendant le dernier millénaire. Les étapes de développement que la plupart de ses peuples ont parcourues au cours des siècles doivent maintenant être franchies par les pays nouveaux en l'espace d'une génération, ou à peu près, s'ils veulent tenir jamais leur place dans le monde moderne. Dans cette course, la plupart des pays nouveaux prennent le départ avec de nombreux handicaps, dont les moindres ne sont pas le sentiment qu'ils ont des occasions manquées et les pres-

sions du temps et de l'accroissement démographique, qui rendent intenable leur situation actuelle. Ces réalités doivent être reconnues et considérées avec compréhension si l'on veut que la rancoeur, la crainte et l'amertume d'hier deviennent l'amitié et la collaboration de demain.

Le courage, l'ingéniosité et l'imagination de l'Europe ont redonné aux pays européens, malgré deux guerres mondiales, une position forte et privilégiée. L'Europe n'est peut-être plus l'arbitre politique ou économique du monde, mais, après tout, de quel pays ou de quel continent de notre planète en pleine évolution pourrait-on dire qu'il est cet arbitre? Il n'en reste pas moins que s'ils sont appliqués avec perspicacité pour faire face à des situations nouvelles, le génie et l'esprit de l'Europe sont des vertus dont le monde a le plus grand besoin. Je suis convaincu que le Conseil de l'Europe qui incarne ce que l'esprit européen a de meilleur, prouvera toujours davantage que l'Europe, que l'on appelait l'ancien monde, est capable de prendre sa place à l'avant-garde du monde nouveau.

enregistre avec satisfaction les progrès de l'idée européenne dans l'esprit des peuples, progrès auxquels a largement contribué l'action du C.C.E.;

* * *

L'Assemblée se félicite du chemin parcouru sur la voie de l'unité européenne grâce à la création progressive et continue de la Communauté Economique Européenne qui a déjà rendue possible un amélioration sensible du niveau de vie de toutes les populations, surtout grâce à l'impulsion donnée par la Commission du Marché Commun;

* * *

L'Assemblée déplore les réactions d'un nationalisme politique et économique qui a déterminé des crises successives, retardé les solutions nécessaires et imposé des compromis discutables;

* * *

L'Assemblée constate que ces mêmes réactions ont provoqué la désunion des peuples européens exposés à des dangers communs et la crise de l'OTAN, remettant in cause la sécurité de l'Europe sans ouvrir la voie à un nouvel ordre pacifique capable de remplacer le précaire équilibre de la terreur.

Application loyale des traités

Seule l'application loyale des Traités européens, l'unification et le renforcement des institutions européennes déjà créées, leur démocratisation, l'extension des pouvoirs et des compétences du Parlement européen et le relancement des initiatives pour la création du Marché Commun, peuvent permettre de rétablir un climat de confiance entre les Six, car le monde a besoin de l'unité démocratique de l'Europe, soit pour assurer la paix, soit pour lutter efficacement contre la faim et le sous-développement.

Reprise des négociations avec la Grande Bretagne

C'est dans cet esprit que devraient être reprises les négociations avec la Grande Bretagne, et les autres Pays d'Europe qui ont manifesté le désir de s'unir à la Communauté des Six.

* * *

Les élus locaux et régionaux constatent avec satisfaction que, malgré la crise, la Commission Exécutive de Bruxelles a publié ses premières recommandations pour la réalisation d'une politique régionale européenne, après avoir consulté le Conseil des Communes d'Europe et en proposant aux gou-

vernements que les représentants des pouvoirs locaux soient directement associés à l'élaboration et à l'application de cette politique.

* * *

Le Parlement Européen et le Conseil d'Europe se sont associés à cette initiative et poursuivent avec les pouvoirs locaux, dans le cadre d'organismes permanents, l'étude des incidences locales et régionales de la construction européenne.

Le rôle des administrateurs locaux et régionaux

Ainsi le Conseil des Communes d'Europe, pleinement conscient des menaces incombant sur cette construction européenne, entend placer l'ensemble des administrateurs locaux et régionaux de l'Europe libre en face de leurs responsabilités.

En effet, c'est à eux — grâce à leurs contacts quotidiens et directs avec les populations — forts du mandat qu'ils détiennent et en s'engageant personnellement sans réserves qu'il convient de:

- combattre le réveil du nationalisme et stimuler le développement de l'esprit européen et communautaire, multipliant à telle fin les initiatives régionales et communales et en particulier, les jumelages et les échanges intercommunaux;

- soutenir avec vigueur l'action du Parlement Européen, du Conseil d'Europe, des organismes européens et surtout de la Commission Economique de Bruxelles, en organisant de vastes rapprochements sur le plan local, régional et inter-régional.

- exiger que le rôle qu'ils remplissent soit renforcé et que les Traités signés soient appliqués intégralement;

- réclamer la création d'une union politique sur des bases communautaires et la reprise des négociations pour l'élargissement de l'Europe des Six;

- adresser à cette fin un appel aux Parlements et gouvernements nationaux;

- informer l'opinion publique sur les désastreuses conséquences que détermineraient pour la liberté, la prospérité et la paix des peuples l'écroulement des grands espoirs soulevés, il y a quinze ans, par l'historique initiative de Robert Schuman;

- préparer activement, à cette fin, les VIIIèmes Etats Généraux des Communes d'Europe qui réuniront au printemps de 1967, à Berlin, encore une fois plusieurs milliers de délégués des Pouvoirs locaux de l'Europe libre.

A travers l'Europe et le monde

minimum

La Russie simple
et stupide

Lord Moran, médecin de Churchill raconte dans ses mémoires quelques anecdotes de petite histoire d'un intérêt discutable. On se refuse à croire que les boutades plus ou moins spirituelles des trois et autres « Grands » aient réellement reflété leurs opinions ou leurs connaissances sur des problèmes mondiaux: que Churchill ait sacrifié l'Europe de l'Est « parce que — disait-il en particulier à propos de la Bulgarie — ce sont des gens dégoûtants, ils ont entassé nos prisonniers et les ont laissés pourrir au soleil »; ou que Roosevelt soutenait Staline « parce que de Gaulle lui tapait sur les nerfs »; ou que Staline ait applaudi à l'invasion de la France parce que selon ses propres déclarations « il ne savait pas ce que la France avait jamais fait pour la civilisation ».

Mais une réflexion de Staline, à Moscou, en date du 16 octobre 1944 rapportée par Lord Moran, ne manque pas d'un humour dont ni le P.M. (Churchill) ni lord Moran ne semblent avoir apprécié toute la saveur. Staline avait assuré le P.M. que la Russie n'avait nullement l'intention de convertir le monde au communisme et il avait ajouté cette considération que l'illustre médecin souligne avec une vanité dont l'ingénuité est pour le moins savoureuse: « Nous ne le pourrions pas, même si nous le voulions. Nous autres Russes, nous ne sommes pas si malins que vous le pensez, nous sommes simples et même assez stupides. Alors que personne en

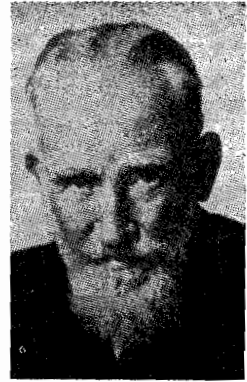
Europe, ne pourrait croire que l'Angleterre est un pays simple ou stupide... ».

Le petit bout
de la lorgnette

Ces mémoires de Lord Moran sont d'ailleurs assez décevantes. On se demande, devant la pauvreté et l'insignifiance des propos qu'il rapporte si Churchill a été vraiment ce « petit homme » dont il nous trace le portrait: à la fois craintif et insouciant quand il s'agit de sa santé, puérilement ambitieux (« Si j'avais dix ans de moins je pourrais être le premier Président des Etats-Unis d'Europe ») superficiellement ingénu (« Staline n'aurait-il donc rien lu? Il parle de la France comme d'un pays sans passé! Il ne connaît donc pas son histoire? ») ou encore: « Je dirai à Staline que le Président des Etats-Unis et moi-même nous sommes comme des frères, mais que je veux que l'URSS sache qu'il s'agit bel et bien d'une amitié entre nous trois. Si nous sommes tous les trois unis, nous pouvons tout régler. Sinon, nous serons pendant des années en butte aux disputes diplomatiques et à la méfiance. Le Président se fait des illusions sur la Chine et la France n'est pas sur le même plan que nous trois. Je lui dirai ensuite qu'il y a quelques petites questions à régler, mais que si nous travaillons d'un commun accord, elles se régleront facilement » (Moscou, octobre 1944).

Oh! Combien facilement en effet furent réglées à Moscou et Yalta « quelques petites questions ». Et l'on comprend que ce « doux gentleman d'Anthony Eden, à qui cette déclara-

tion s'adressait, ait répondu en témoignant du maximum d'indignation que son tempérament flegmatique et son éducation britannique lui permettaient: « Mais Wilson, la question de la Pologne est une grande question. Ce c'est pas une petite question ». Clemmie (Lady Churchill), rapporte encore Lord Moran, disait que son époux avait toujours vu les choses avec des oeillères. Que son regard était centré sur le point qu'il était déterminé à atteindre et qu'hormis ce point, il ne voyait rien. Ajoutons qu'il voyait aussi les choses par le petit bout de la lorgnette. A moins que dans ce cas ce ne soit lord Moran qui ait vu son patient par le petit bout de la lorgnette.



Encore l'humour
anglais

Dans une lettre qu'il écrivit en mars 1929 au journaliste Franck Harris, Bernard Shaw précisait ce qu'avait été la contribution apportée par l'Angleterre à la Grande Guerre de 1914.

Il disait notamment: « Mon cher Harris, ton article intitulé « Comment le lion britan-

nique se couronne des lauriers américains» ne contredit pas ce que j'ai moi-même écrit. L'empire britannique a détruit l'empire allemand: c'est le point qu'il ne faut pas oublier. Que l'Angleterre y soit parvenue avec des soldats français, italiens, russes, portugais, irlandais, indiens et finalement américains, est un fait qui démontre une fois de plus une instinctive sagacité. Si l'on pouvait prouver que la flotte anglaise n'a jamais existé et que pas un seul soldat anglais n'a vu le feu, la démonstration serait encore plus catégorique, même miraculeuse. La question de l'héroïsme personnel va bien pour les enfants à l'école...

* * *

Gladstone aimait le bon vin, mais savait qu'il nuit à la santé. Un jour, au médecin qui le lui rappelait, il répondit:

— Je sais, vous avez raison, mais il m'arrive de devoir rédiger des centaines de lettres. Et si je n'avais pas une bonne bouteille de vin, je serais perdu...

— Vraiment! — s'exclama le médecin — Et comment une bouteille de vin peut-elle vous aider à rédiger des centaines de lettres?

— Voilà... quand j'ai bu la bouteille, je ne me soucie plus des lettres...

La forme de l'oeuf

Une célèbre fabrique allemande d'automobiles voulant défendre l'esthétique discutable de ses voitures a lancé un slogan qui dit à peu près: "la forme de l'oeuf est une forme parfaite". Cette opinion, sûrement partagée par les poules, nous paraît d'autant plus sujette à caution que les voitures dont il s'agit ressemblent plutôt à des obus. Au début du siècle, une forme d'architecture, dite « style mu-

nichois» évoquait une autre denrée comestible particulièrement chère aux peuples d'outre Rhin: nous voulons parler des saucisses.

Un vieux proverbe nous dit *de gustibus non disputandum*; souvent les peuples les mieux doués font preuve d'une absence de goût totale. En fait de voitures, par exemple, chacun s'étonne de la faveur dont jouissent en France d'affreux modèles où la perfection de la technique s'allie à la perfection de la laideur. Dans un monde où tout s'égalise et se standardise, peut-être les Français qui se piquent d'être gens de goût veulent-ils conserver à la bauté son caractère de luxe et de rareté?



Supériorité suspecte

La supériorité, fût-elle intellectuelle, étant un « privilège », la Chine qui se veut humble et pure, épure. On a dénoncé à Pékin une « bande des trois familles », composée de « démons déguisés en hommes », coupables de « se passionner pour les antiquités et de jouer au ma-jong » et où figurent des intellectuels tels MM. Wu Han

historien, maire-adjoint de Pékin, Liao Mao-sha, critique théâtral, chargé de la propagande au Comité de Pékin du Parti, Teng Tuo rédacteur en chef du « Quotidien du Peuple », président de l'association nationale des journalistes, secrétaire suppléant du Parti pour la Chine du Nord, Kuo Mo-Jo président de l'Académie des Sciences, vice-ministre de la culture, Tien Han, président de l'Union des Artistes etc... Quant aux officiers qui pourraient se croire supérieurs à la troupe, le P.C. a décidé de supprimer les insignes de leurs grades et les généraux iront passer chaque année un mois à la caserne comme de simples soldats.

Le rapprochement des Eglises

Le prix de la paix de la Librairie allemande a été décerné cette année au cardinal Bea, chef du Secrétariat pour l'unité des Chrétiens à Rome, et à M. Willem Visser't Hooft, secrétaire général du Conseil oecuménique des Eglises à Genève. Cette distinction rend hommage aux efforts déployés par ces deux personnalités ecclésiastiques, catholique et protestante, pour le rapprochement des confessions chrétiennes. La remise solennelle du prix se déroulera à l'Eglise Saint-Paul de Francfort le 25 septembre à l'occasion de la prochaine Foire du livre.

Le grand mérite du général

« C'est — dit M Pfimlin transfuge du gouvernement Pompidou en 1962 parce que le Général de Gaulle avait ridiculisé l'Assemblée du Conseil de l'Europe, qui meurt, comme Ariane « aux bords où elle a été laissée » — d'avoir obli-



gé tout le monde à reconsidérer les problèmes et particulièrement ceux de l'Europe d'un oeil neuf ».

M. Pflin regrette sans doute de s'en apercevoir un peu tard.

Le train le plus rapide d'Europe

Le train le plus rapide d'Europe sera à partir de cet été le rapide « Blauer Enzian » (Gentiane bleue) circulant entre Hambourg et Munich. Il sera le premier train d'Europe fonctionnant selon un horaire régulier à atteindre la vitesse de 200 kilomètres/heure sur le trajet Augsburg-Munich. Les trains les plus rapides du monde, en service au Japon, atteignent une vitesse de 250 km/h.

Un nouveau centre universitaire européen

Un centre universitaire européen, sous forme de fondation, doit être construit dans le Tessin en Suisse, à Carona près de Lugano. Au programme des cours figurent en premier lieu les problèmes politiques, économiques et sociaux de l'intégration de l'Europe. Les universités de Sussex, Mayence, Berlin, Zurich,

Milan et Nancy se chargeront de l'organisation du plan d'enseignement et fourniront les chargés de cours.

La joie de vivre

Pierre Bonnard, le peintre français qui mourut en 1947, l'un des derniers grands noms de cette génération qui donna au Paris pictural de l'entre-deux guerres un éclat exceptionnel, fut un jour chassé du Musée du Luxembourg: armé de palette et pinceaux il avait ingénument voulu retoucher une de ses toiles exposées là.

C'était un artiste qui se méfiait de ses sens: le regard qui se fixait sur l'objet qui l'avait d'abord « séduit », le figeait dans l'immobilité de la chose vue. A l'émotion initiale, spontanée, sentie, personnelle, succédait la froide et logique analyse qui laissait intervenir la banalité de la vision commune en face d'un objet connu. Il fallait arracher l'image au témoignage convenu des sens pré-éduqués. Et cet arrachement n'avait pas de fin, insensible étant le passage de la réalité sensorielle à l'imagination poétique: d'où les retouches imposées par un esprit qui tentait de se désincarner, de bannir ce qui n'était que le résultat d'un message purement oculaire.

Une attitude aux antipodes de celle de la peinture abstraite qui désarticule la réalité « vue » et fait accomplir à l'oeil les plus folles acrobaties pour nous faire admirer d'incompréhensibles jongleries optiques.

Telle quelle, et dépassée déjà, la peinture de Bonnard est une fête de lumière et de couleur qui rend sensible aux yeux du spectateur la joie de vivre.

Mais comme on se lasse de tout et même de la joie de vivre, on en arrive aux navrantes réalités du Pop Art.



bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVANT BINI
 Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME
 Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2000 | Etranger . . . Dollars 3,—
 ABONNEMENT D'HONNEUR - 5000 | ABONNEMENT D'HONNEUR 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951

STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME R O M E

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Roul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo. PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.